



Réunion tripartite sur l'avenir Fret SNCF Lundi 21 Septembre 2009

C'est suite au courrier adressé au Premier Ministre, par la Confédération CGT et la Fédération CGT des Cheminots, que s'est tenue cette table ronde tripartite SNCF-Etat-Organisations Syndicales sur la situation du Fret ferroviaire et plus particulièrement sur le Fret SNCF en lien avec les décisions que s'apprête à prendre la direction de la SNCF.

La Fédération CGT des Cheminots a rappelé qu'en matière de dialogue social, depuis la présentation des grandes lignes du projet en juin, la direction de Fret SNCF n'a pas tenu compte des propositions alternatives que nous avons proposées pour relancer l'activité Fret. Elle reste campée sur ses positions, à savoir : l'abandon de 60% du wagon isolé, la création de plusieurs filiales, la déréglementation,...

Pour autant, les différentes initiatives revendicatives organisées par la CGT sur de nombreux sites ferroviaires, notamment celle du 16 septembre dernier au Bourget (93) avec 4 à 5000 cheminots et la présence d'élus politiques, permettent de sensibiliser de plus en plus les citoyens sur les enjeux de société que représente le transport de marchandises par une entreprise publique nationale.

Sur les difficultés de Fret SNCF, la Fédération CGT des Cheminots a pointé les responsabilités de la politique des transports en France et en Europe (libéralisation, création de RFF, endettement du système ferroviaire,...) mais aussi l'échec des différents plans Fret successifs de la direction SNCF et du Gouvernement reconnus comme tel par ces derniers !

Enfin, si la crise économique a des impacts sur la situation de Fret SNCF, elle n'explique pas tout.

Sur fond de perte de pouvoir d'achat des cheminots, le contexte social à la SNCF est aussi marqué par une multitude de réorganisations concernant les EIC, « Gares et Connexions », Eurostar, le train-auto, la maintenance à l'équipement, la direction financière...qui induisent des conséquences importantes sur l'organisation de l'entreprise, l'emploi et les conditions de travail.

Les cheminots contestent ces choix et plusieurs DCI sont en cours au plan national et à Marseille, PRG, Paris SUD EST...

La Fédération CGT des Cheminots refuse d'être cantonnée à l'accompagnement social du projet Fret SNCF.

Présentation du plan du Gouvernement :

Le Commissaire du Gouvernement a rappelé les mesures annoncées par le gouvernement pour le transport ferroviaire de marchandises avec la création d'un réseau d'autoroutes ferroviaires, l'aide au développement du transport combiné, le développement des trains massifiés, des opérateurs ferroviaires de proximité, le fret à grande vitesse, la desserte des ports, la création d'un réseau orienté fret, la suppression des goulets d'étranglement, la modernisation de la gestion des sillons.

Il a précisé les modalités et les échéances de mises en œuvre des différents volets du plan gouvernemental avec un financement par l'Etat et RFF de 90%.

Pour la CGT, ce financement n'est pas réglé étant entendu que l'on parle pêle-mêle des P.P.P, des CPER et du grand emprunt qui demeure flou pour le moment.

D'autre part, certains projets cités, comme les contournements de Nîmes et de Montpellier, étaient déjà intégrés dans les contrats Etat-Région 2007/2013. Pour l'instant, seule la participation de la SNCF à ce plan est connue à la hauteur d'un milliard d'euros.

Après une suspension de séance, le représentant du gouvernement a apporté les éléments suivants :

-  L'aide au combiné passera de 30 à 50% au 01^{er} janvier 2010 ;
-  Entre 2011 et 2015, les péages fret nets n'augmenteront pas plus que l'inflation ferroviaire (stabilité).
-  En 2011, abaissement d'1,5 point de la cotisation patronale retraite (T2) payée par la SNCF, soit 70 M d'euros, compensé par l'Etat au titre de la contribution d'équilibre.

Projet d'entreprise :

S'inscrivant dans le plan gouvernemental, la direction Fret SNCF a présenté son schéma directeur avec 9 projets autour du train entier longue distance à l'échelle européenne, un plan de transport multi-lots et transformation du wagon isolé avec réduction de l'offre et augmentation tarifaire des transports des matières dangereuses, le combiné terrestre-fluvial et portuaire, l'autoroute ferroviaire, la création d'opérateurs ferroviaires portuaires et d'entreprises locales de Fret, la grande vitesse fret, la logistique des grands centres urbains, les plates-formes multimodales (portuaires ou terrestres).

Ensuite, le Président de la SNCF a proposé des thèmes de discussions sur :

-  La multi activité ;
-  Les filiales ;
-  Les OFP et messagerie ferroviaire ;
-  L'emploi.

En conclusion de cette table ronde et au regard des annonces, la Fédération CGT des Cheminots maintient ses désaccords et refuse de signer un chèque en blanc au gouvernement et à la direction.

En proposant une nouvelle table ronde tripartite autour du 5 octobre prochain, gouvernement et direction n'ont pas pour autant revu leur copie sur l'abandon du wagon isolé, la création de filiales, la fermeture de triages et sur les suppressions d'emplois. Ainsi, la direction Fret organise la casse de l'existant pour justifier ses projets à l'horizon 2012,2015 et 2020.

La CGT a demandé l'arrêt des évolutions et réorganisations imposées par la direction Fret sur le territoire pendant le processus de discussions.

Les différentes actions revendicatives à l'initiative de la CGT ont contraint gouvernement et direction à se mettre autour de la table. Maintenant il faut qu'ils entendent les propositions et les revendications de la CGT et des Cheminots.

La Fédération CGT des Cheminots avec ses syndicats, analysera les annonces faites au CCE du 22 et au CA SNCF du 23 septembre.

Elle entend mettre le processus de discussion sous la vigilance des cheminots et en appui de leur mobilisation que la CGT va développer et amplifier dans les prochaines semaines.